

Les salariés de l'entreprise Cofely Ineo en grève

Social | Leur action a débuté jeudi et s'est poursuivie vendredi. En cause : politique salariale et déplacements non défrayés.

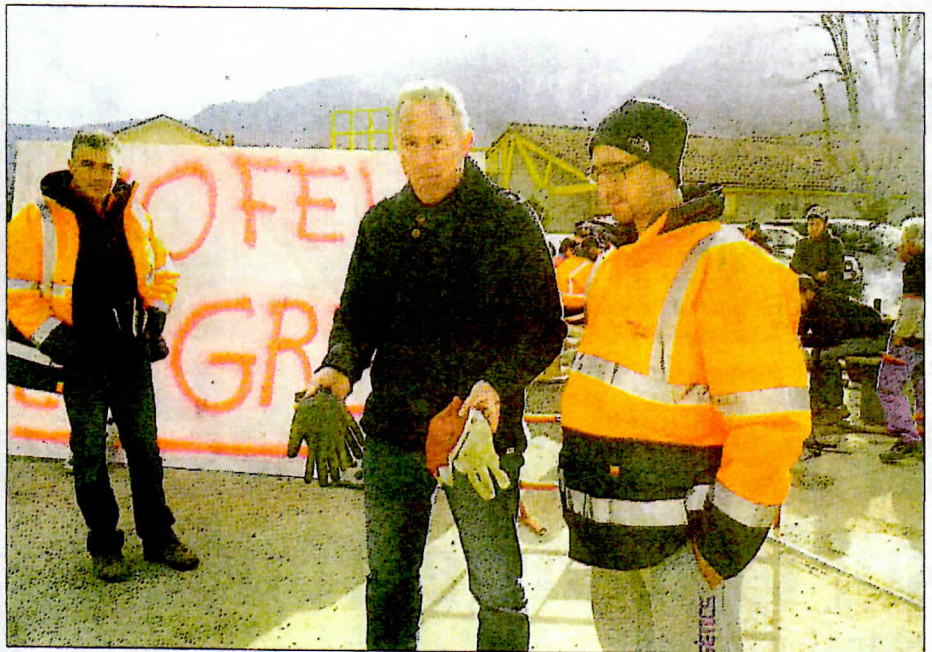
Le panneau, à la sortie de Millau en direction de la vallée de la Dourbie, ne passe pas inaperçu. « Cofely en grève ! ». Le message est clair. La couleur, du rouge sur fond blanc, aussi vive que la colère qui anime une partie des salariés de l'entreprise Cofely Ineo depuis maintenant « plusieurs mois ». Jeudi, ils ont décidé de passer à l'action en entamant une grève du travail.

Ils réclament, en premier lieu, une augmentation salariale. « Voilà sept ou huit ans que l'on doit se contenter des augmentations légales de seulement quelques centimes, dénonce Jean-Marie Augustin, le délégué du personnel de cette filiale de GDF Suez. Nous réclamons une augmentation horaire de 50 centimes pour chaque ouvrier. »

Vendredi, alors que leur action collective venait d'être reconduite d'une journée, quelques-uns des salariés étaient rassemblés dehors, à l'entrée de leur entreprise. Installés sur des bobines de chantier en guise de bancs et de tables, ils avaient confectionné un feu dans le godet d'une pelle mécanique. Tous étaient déterminés à « ne rien lâcher » face à leur direction.

« Le sentiment d'être traités comme des animaux »
Jérôme Boulanger, du CHSCT

Jeudi, certains d'entre eux s'étaient même déplacés à Toulouse, où la grève de leurs collègues n'a finalement abouti « à rien ». « Une augmentation salariale de 0,3 %, souffle avec amertume Jean-Marie Augustin. Cela fait des mois que l'on réclame un geste. GDF Suez nous répond qu'il ne fait pas de bénéfices (Cofely Ineo affichait en 2012 un résultat net de 92 M€, pour 2,3 Mds€ de chiffre d'affaires, source wikipedia). Alors que le PDG (Gérard Mestrallet, ndlr) est parti à la retraite



■ Jean-Marie Augustin (à g.) et Jérôme Boulanger (au c.), déterminés à « ne rien lâcher ». E.T.

avec un parachute doré de 21 M€... De qui se moque-t-on ? »

Spécialisée dans la construction de lignes électriques aériennes et souterraines, les travaux et l'entretien de l'éclairage public, des réseaux d'eau et de gaz, mais aussi le génie civil dans le secteur des télécommunications, Cofely est la marque d'Ineo et de ses filiales depuis 2012. Elle emploie une quarantaine de salariés sur son site millavois, lequel n'était pas le seul à avoir cessé son activité vendredi (Périgueux, Souillac et Brive étaient aussi concernés).

Vers une reconduction lundi ?

Depuis Millau, ses diverses missions rayonnent sur un large périmètre géographique. Un autre point de discorde aux yeux des salariés. « Le déplacement n'est pas payé à sa juste valeur, s'éleve Jérôme Boulanger, membre du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) de l'entreprise. On veut être payé à partir du

moment où l'on passe le portail de notre entreprise, parfois à 6 h. Actuellement, on est payé à l'arrivée sur le chantier, à 8 h. Il y a un problème. »

Enfin, les ouvriers pointent du doigt les conditions dans lesquelles ils travaillent sur certains chantiers. Ils réclament, par exemple, des « bottes résistant mieux au froid », ou encore « des gants plus robustes » pour la maintenance. Jérôme Boulanger va même plus loin : « On n'a même pas de vestiaires pour se changer. Sur certains chantiers courts, on mange dans nos fourgons. On a le sentiment d'être traités comme des animaux. Où est la dignité là-dedans ? » Les salariés grévistes laissent entendre qu'ils reconduiront leur mouvement lundi « si rien n'a évolué ». Alors que des discussions étaient prévues avec leur responsable vendredi après-midi, ils se disent « motivés » et résolus à « ne rien laisser passer ».

VICTOR GUILLOTEAU
 vguilloteau@midilibre.com

Des ateliers pour les cuisiniers